



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from AgEcon Search may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Elargissement de l'espace social et crise de l'identité paysanne.

P. CHAMPAGNE

Bien que l'activité agricole soit formellement ouverte à tous et que, depuis longtemps, des individus originaires d'autres milieux aient réussi à s'installer comme exploitants⁽¹⁾, il reste que cette activité se caractérise aujourd'hui par deux traits majeurs : d'une part, sa population active est, depuis longtemps, en diminution constante, les quarante dernières années marquant même une accélération de l'exode agricole ; d'autre part, l'entrée dans la profession agricole reste massivement le fait d'individus issus du milieu agricole lui-même, les entrées depuis l'extérieur étant très marginales et souvent le fait d'individus socialement "marginaux". En 1953, 85 % des agriculteurs étaient eux-mêmes issus du milieu agricole ; en dépit des profondes transformations morphologiques et économiques de ce secteur d'activité durant les trente dernières années, c'était encore le cas, en 1985, de 90 % d'entre eux⁽²⁾. La conséquence pratique de ces observations est que, au moins jusqu'à présent, ce sont principalement les familles agricoles qui produisent les générations futures d'agriculteurs, c'est-à-dire que l'avenir de l'agriculture est largement contenu dans le rapport à l'avenir des familles agricoles actuelles.

Le monde agricole, pris globalement, représente donc un cas de figure particulièrement intéressant pour étudier les mécanismes de reproduction sociale, dans la mesure où l'on pourrait presque parler à son propos de "non-reproduction sociale" : la majorité des enfants d'agriculteurs — surtout dans des régions agricoles peu modernisées — ne peut pas ou ne souhaite pas rester dans l'agriculture et se dirige massivement vers les professions salariées. Cette crise des stratégies familiales de reproduction constitue une situation privilégiée pour saisir tout ce qui, d'ordinaire, va de soi dans les mécanismes de reproduction sociale et qui, de ce fait, passe généralement inaperçu.

Dans les diverses enquêtes statistiques nationales ou régionales sur les installations agricoles et sur l'évolution des structures foncières, on observe, sans ambiguïté possible, que les familles agricoles qui ne parviennent pas à se "reproduire" dans le milieu agricole — c'est-à-dire celles qui n'ont pas de successeur — correspondent aux exploitations trop petites et insuffisamment rentables compte tenu de l'état actuel des marchés agricoles. Le poids du facteur économique semble en ce domaine si fort que la plupart des prévisions faites à partir de la surface exploitée se révèlent relativement fiables et permettent de prévoir l'ampleur à venir de l'exode agricole ainsi que la diminution du nombre d'exploitations.

Toutefois, ce type d'enquêtes livre moins des processus que les résultats mesurables de ces processus. En d'autres termes, ils enregistrent avec précision un fait social — à savoir que la reproduction en agriculture tend à dépendre de plus en plus fortement de facteurs proprement et exclusivement économiques — mais ils ne peuvent rendre compte de ses déterminants sociaux. L'enquête monographique, avec ses diverses techniques d'observation et de recueil des données (et notamment avec ses interviews approfondis de familles agricoles) se révèle beaucoup plus adéquate pour étudier comment s'effectue cette intégration, plus ou moins rapide, du milieu agricole traditionnel à l'espace économique moderne. C'est le parti que nous avons pris. Il ne s'agit pas, pour autant, de décrire une région ou une population en elle-même et pour elle-même mais de poser un problème sociologique plus général à partir d'une population nécessairement située à la fois socialement et géographiquement. Bien que locales, les données recueillies cherchent à poser des questions dépassant le cadre géographique qui

(1) Les néo-ruraux de l'après-mai 68 en constituent les exemples les plus récents. (Cf. LÉGER et HÉRVIÉ, 1979).

(2) Cf. pour 1953, l'enquête sur l'emploi de l'INSEE et pour 1985 l'enquête "formation et qualification professionnelle". Cette dernière enquête montre que, même pour les classes d'âge les plus jeunes (20-30 ans), le taux d'endo-reproduction reste aujourd'hui très élevé puisque 83 % d'entre eux sont issus du milieu agricole (8 % étant d'origine ouvrière et 8 % d'une autre catégorie socio-professionnelle).

les a fait surgir : quels sont, par exemple, les facteurs qui favorisent la production d'un héritier ? Quelle est la position occupée par l'instance familiale dans les mécanismes de reproduction et quels sont les effets de la politique agricole sur les stratégies de reproduction des familles ? Et plus généralement, à quelles conditions la reproduction d'un groupe social est-elle assurée ?

Les analyses qui suivent (3) se proposent d'apporter des éléments de réponse à ces questions. Pour saisir les processus d'intégration du milieu agricole à l'économie de marché — processus engagés depuis longtemps, voire déjà achevés dans de nombreuses régions — il fallait choisir une zone en cours de modernisation afin de pouvoir observer sur le fait les mécanismes en question. Cela explique le choix de la Bresse de Saône-et-Loire comme terrain d'enquête. Encore dominée, il y a une ou deux décennies, par un système agraire reposant sur la polyculture-élevage et sur une petite production laitière traditionnelle, cette région de bocage et de petites exploitations ne s'est engagée que récemment dans un processus de modernisation qui a pris la forme d'un développement important de la mécanisation, de la spécialisation d'un certain nombre d'exploitations dans la production laitière intensive et, enfin, de l'augmentation des rendements des cultures par une utilisation accrue des engrains et par le drainage des sols. Parallèlement à cette modernisation, on observe un accroissement de l'exode agricole, une forte diminution du nombre des exploitations en une multiplication du nombre des fermes abandonnées dont certaines sont rachetées et transformées en résidences secondaires par des citadins. Si ces processus ne sont pas spécifiques, loin s'en faut, à la Bresse et s'ils ont déjà été décrits pour beaucoup de régions agricoles, il reste que leur observation se révèle d'autant plus intéressante qu'ils interviennent rapidement.

En effet, dans des régions restées, comme la Bresse, à l'écart des grandes voies de communication et, du même coup, à l'abri des influences extérieures et du tourisme, c'est brutalement que la société citadine a pénétré dans ces micro-sociétés villageoises qui avaient leurs propres lois, relativement autonomes, de fonctionnement et de reproduction. Cette confrontation, parfois dramatique, entre des conditions de vie aussi différentes constitue, pour la recherche, une situation sociale quasi expérimentale pour saisir, *a contrario*, à quelles conditions un groupe social peut se reproduire.

UN MÉTIER DÉVALORISÉ

Les exploitations sans successeurs sont aujourd'hui largement majoritaires en Bresse bourguignonne, au moins dans les ménages où le chef d'exploitation a 50 ans et plus. Si, autrefois, tous les enfants ne restaient pas dans l'agriculture, il y en avait généralement un pour reprendre l'exploitation familiale. Désormais, ce sont les exploitations elles-mêmes qui disparaissent. Si l'on considère les perspectives de succession sur les exploitations dont le chef, avait, au moment de notre enquête, entre 50 et 65 ans, on constate que :

- dans 13,6 % des cas, il n'y a pas de successeur faute d'enfants (célibataires ou couples sans enfants),

(3) Cet article reprend certains résultats d'une enquête que j'ai menée, avec Sylvain Maresca, en Bresse bourguignonne, entre 1984 et 1985. Celle-ci reposait notamment sur la passation, auprès d'un échantillon représentatif des ménages agricoles dont le chef était âgé de 50 à 65 ans, d'un questionnaire qui permettait de retracer de façon précise la biographie de chaque membre du ménage, de détailler les caractéristiques de l'exploitation, de saisir l'état probable de la succession et de recueillir des indications sur le mode de vie (les résultats complets de cette recherche, réalisée avec le soutien financier du Conseil régional de Bourgogne, se trouvent *in* CHAMPAGNE et MARESCA, 1986). Cette enquête a, en outre, donné lieu à un reportage photographique, à une exposition et à la réalisation d'une plaquette, en collaboration avec l'Ecomusée de Bresse bourguignonne et la photothèque du ministère de l'Agriculture, intitulée : "D'une génération à l'autre".

- dans 24,0 % des cas, il n'y a pas de successeur familial, au regret des exploitants,
- dans 30,6 % des cas il n'y a pas de successeur familial mais les exploitants n'en souhaitaient pas (en outre dans 7,4 % on ne connaît pas les souhaits des familles).

Finalement, seulement 22,5 % des familles ont en leur sein un successeur certain ou probable (les données manquent dans 1,9 % des cas).

Il va de soi que la présence ou non d'un successeur n'est pas indépendante de la taille économique des exploitations, la Bresse bourguignonne ne faisant guère exception à ce qui paraît être une loi générale et un processus inéluctable, à savoir que la probabilité d'avoir un successeur varie avec la taille des exploitations. Si l'on ne considère que les 223 ménages enquêtés ayant eu au moins un enfant et pour lesquels se pose à proprement parler la question de la succession familiale, on constate que 12,5 % seulement de ceux dont la surface d'exploitation est comprise entre 10 et 19 hectares déclarent avoir un successeur, ou en souhaiter un, contre 24,2 % chez ceux dont la surface est comprise entre 20 et 49 hectares et 76,2 % chez ceux qui exploitent 50 hectares et plus. Inversement, le refus explicite de successeur est important chez les petits agriculteurs (39,6 % chez ceux qui exploitent entre 10 et 19 hectares), à peine plus faible chez les agriculteurs moyens (37,1 % chez ceux qui exploitent entre 20 et 49 hectares) et, en revanche, totalement absent chez les plus gros exploitants (50 hectares et plus).

Néanmoins, l'une des propriétés, peut-être la plus originale, du milieu paysan réside dans le fait que la possession d'une exploitation, même de petite taille, permet toujours au ménage de vivre ou, en tout cas, de survivre à la différence des salariés qui, eux, sont totalement dépendants du marché du travail pour vivre de leur activité professionnelle. Les paysans peuvent jouir d'une relative autonomie par rapport au marché économique et vivre en autosubsistance. "Nous, déclarait un petit agriculteur de Bresse, ce n'est pas comme les salariés, on ne sait pas ce qu'on gagne. Au début, on avait cherché à compter et puis on a vu que les dépenses dépassaient les recettes. Alors on a arrêté car cela ne servait à rien. Et pourtant, vous voyez, on est toujours là. Mais pour s'en sortir, heureusement qu'on vit sur les produits de l'exploitation". Et cet autre : "On vit avec rien, c'est ça qui nous sauve. On achète juste notre pain et un litre de vin tous les deux jours. On a le jardin potager ; on ne mange pas beaucoup de viande. Quand les enfants viennent, on tue un lapin ou une poule, on les gâte quoi, mais sinon...". Certains agriculteurs enquêtés rapportent même que, s'ils sont restés dans l'agriculture, c'est par crainte du chômage, la ferme permettant toujours de travailler et de se nourrir. C'est dire que les facteurs économiques, loin d'agir directement et brutalement comme c'est le cas généralement sur le marché du travail salarié, n'interviennent ici qu'au travers des modes de vie qui sont associés à un type d'agriculture. Les mutations économiques dans les grands secteurs industriels sont souvent brutales et radicales et imposent des reconversions immédiates sous peine de mettre au chômage des centaines de salariés. Dans le milieu agricole, les facteurs économiques ont une action plus lente et comme amortie de sorte que peuvent coexister, dans le même espace régional, des exploitations fonctionnant selon les logiques économiques très différentes, de véritables chefs d'entreprise agricoles pouvant, par exemple, être les voisins de petits paysans traditionnels.

Cela signifie que, plus peut-être que pour aucun autre groupe social, la reproduction des agriculteurs dépend de leur envie de se reproduire et du désir de leurs enfants de devenir à leur tour agriculteurs. Il est toujours formellement possible pour un jeune qui le voudrait, de reprendre aujourd'hui une petite exploitation familiale traditionnelle, rien de l'en empêche sinon que ce choix impliquerait des revenus faibles, donc un certain mode de vie ainsi que des conditions de travail qui, eux, ont toutes chances aujourd'hui d'être difficilement acceptables pour un jeune.

Si la crise de la reproduction de la paysannerie est ainsi indiscutablement liée aux facteurs économiques, c'est pourtant d'une façon indirecte. En effet, le refus de succéder des enfants est, en premier lieu, refus du mode de vie des parents, la crise de la reproduction étant ici une crise de l'identité sociale. Pour qu'un paysan traditionnel puisse se reproduire comme tel, il est nécessaire que celui-ci croie que le mode de vie traditionnel mérite d'être reproduit et qu'il puisse le faire croire à ses enfants. Autrement dit, il faut qu'il estime que sa vie de paysan mérite encore d'être vécue. Or, c'est précisément cela qui tend à être refusé par les enfants, comme on le voit à travers une enquête, réalisée par questionnaires, avec l'aide des enseignants, auprès de la totalité des enfants scolarisés en Bresse dans les classes de troisième des CES, ainsi que dans les classes de quatrième et de troisième du LEP de Louhans⁽⁴⁾.

Sans doute, n'avons-nous pas là les enfants d'agriculteurs, âgés de 14 ou 15 ans, qui se trouvent déjà scolarisés dans l'enseignement agricole (en maisons familiales essentiellement)⁽⁵⁾. Mais cette limitation n'est pas trop gênante pour notre propos, et ceci pour plusieurs raisons. En premier lieu, il n'existe pas, en Bresse même, de maisons familiales (la première n'a été créée qu'en 1986) ; aussi, jusqu'à présent, seulement quelques familles envoyait-elles leurs enfants poursuivre des études agricoles à l'extérieur de la Bresse (essentiellement dans le Jura). En second lieu, on sait que tous les enfants qui deviendront agriculteurs ne se trouvent pas tous dans les maisons familiales ; et inversement, que tous les enfants scolarisés dans le secondaire ne se destinent pas, comme on le verra, à quitter l'agriculture. Enfin, cette enquête était de toute façon adéquate pour ce que nous voulions saisir, à savoir les représentations que les jeunes du milieu agricole, qu'ils envisagent ou non de devenir agriculteurs, se font aujourd'hui du métier de leurs parents. C'est à la présentation des différents aspects de cette dévalorisation de l'activité agricole traditionnelle que nous allons procéder maintenant avant d'en rechercher les causes.

L'enquête montre un rejet massif de l'activité agricole — étant donné ce qu'elle représente concrètement en Bresse où prédominent l'élevage et la production laitière — par la plupart des élèves, quel que soit leur milieu social d'origine, y compris, et peut-être surtout, par les enfants d'origine agricole : si 33 garçons issus de familles d'agriculteurs, sur les 67 présents dans l'enquête (soit 49,2 %), déclarent qu'ils auraient bien voulu exercer la même profession que leurs parents, ils ne sont plus que 20 (soit 29,8 %) à la donner comme profession probable pour eux ; chez les jeunes filles issues du milieu agricole, le rejet est plus net encore puisqu'elles ne sont que 11 sur 89 (soit 12,4 %) à dire qu'elles auraient bien voulu faire la même profession que leur mère, aucune ne l'envisageant effectivement⁽⁶⁾.

Lorsqu'on les interroge sur le métier "qu'ils rêveraient d'exercer", un nombre encore plus réduit (14 sur 67) de ces garçons d'origine agricole citent celui d'agriculteur, les autres évoquant, comme d'ailleurs les élèves d'origine non agricole, des professions prestigieuses mais difficilement accessibles (dont le désir leur est probablement venu le plus souvent par le biais de la télévision) telles que

(4) L'enquête a été réalisée au début de l'année scolaire 1984-1985. Un bref questionnaire sur le "devenir professionnel des jeunes de Bresse" a été passé dans les classes de troisième des huit collèges de Bresse et dans les classes du LEP de Louhans. 799 enfants ayant entre 14 et 16 ans ont ainsi été interrogés (606 dans les collèges et 193 au LEP) sur leur projet professionnel, sur leur appréciation du métier de leurs parents et sur l'idée, positive ou négative, qu'ils se font de l'activité agricole aujourd'hui. Parmi ces 799 enfants, on en comptait 156 (soit 19,5 %) qui étaient d'origine agricole (18,9 % des filles et 20,4 % des garçons).

(5) Une enquête complémentaire sur les enfants de Bresse scolarisés dans les maisons familiales est en préparation.

(6) Aucun enfant d'origine non agricole n'envisage sérieusement le métier d'agriculteur, en raison notamment des difficultés matérielles d'installation. Cependant 18,9 % des garçons et 6,6 % des filles auraient bien aimé devenir agriculteur si cela leur avait été possible.

pilote de "formule un", pilote d'avion, footballeur professionnel (il y a dans la région une équipe de football en seconde division), reporter, journaliste, militaire (qui totalisent le quart des choix) ou encore, dans une moindre mesure, des métiers socialement valorisés comme architecte, vétérinaire, ingénieur, médecin, avocat (mentionnés par 9 garçons). Les métiers qu'ils pensent effectivement exercer se répartissent bien évidemment d'une façon assez différente : outre les 20 jeunes (soit 30 % des garçons et 13 % seulement du total, filles et garçons confondus) qui pensent (on l'a vu), devenir agriculteur, 16 citent les professions de mécanicien, routier, conducteur d'engin ou ajusteur, 10 des métiers de l'artisanat et du commerce (pâtissier, boulanger, cuisinier, menuisier) et 15 des emplois "dans les bureaux" ou de technicien. Les professions envisagées sont finalement relativement peu nombreuses et très dépendantes des débouchés locaux ou des hasards familiaux. Pour les garçons, les sorties de l'agriculture s'effectuent essentiellement vers le secteur secondaire, comme ouvriers d'usine ou, plus souvent, comme ouvriers dans l'artisanat ou encore comme routiers, sans doute parce que ces emplois sont des formes atténuées de la condition ouvrière dans la mesure où ils préservent toujours l'espoir de se mettre à son compte.

Les métiers "rêvés" par les filles d'agriculteurs se concentrent autour des fonctions traditionnelles des femmes, mais érigées en métier, à savoir "s'occuper des enfants" et "s'occuper des malades" (institutrice, puéricultrice, infirmière, laborantine, etc. qui regroupent le tiers des choix) et autour de professions socialement valorisées, elles aussi relativement inaccessibles, comme mannequin, actrice, esthéticienne, etc. Viennent ensuite les métiers de coiffeuse (11 %), de vendeuse ou de serveuse (11 % également). Quant aux professions que les jeunes filles pensent exercer effectivement, elles se concentrent encore plus massivement sur l'éducation des enfants (27 % des choix) et sur les métiers de la santé (15 %) ; viennent ensuite par ordre décroissant la couture et le travail dans les collectivités, les emplois de vendeuse et "dans les bureaux".

Les opinions sur le métier d'agriculteur des élèves d'origine agricole (cf. tableau 1) sont particulièrement intéressantes parce qu'elles sont celles de successeurs potentiels de l'agriculture, et plus généralement, parce qu'elles ne font, dans une large mesure, que répercuter les jugements sur la condition agricole exprimés dans leur propre famille. Elles expriment dans l'ensemble une même vision, relativement négative, de l'activité agricole.

	a) cités par les élèves d'origine non agricole :			b) cités par les élèves d'origine agricole :		
	citations des garçons (n = 431)	citation des filles (n = 712)	Total citations (n = 1143)	citations des garçons (n = 138)	citations des filles (n = 176)	Total citations (n = 314)
Inconvénients :						
- revenus insuffisants, aléatoires ; emprunts trop importants	26,9	16,7	20,6	31,9	24,9	28,0
- métier dur, pénible, sans vacances	46,2	56,3	52,5	30,4	46,0	39,2
Total inconvénients	73,1	73,0	73,1	62,3	70,9	67,2
Avantages :						
- proximité de la nature, produits frais	14,9	15,2	15,0	20,3	15,3	17,5
- on est son propre patron	12,0	11,8	11,9	17,3	13,6	15,3
Total avantages	26,9	27,0	26,9	37,6	28,9	32,8

Tableau 1. Les avantages et les inconvénients du métier d'agriculteur.

Les "inconvénients" du métier de leurs parents sont évoqués beaucoup plus souvent que ses "avantages", même par les jeunes, très minoritaires, qui envisagent de reprendre effectivement l'exploitation familiale : "Les avantages ne sont pas nombreux, mais les inconvénients, il y en a beaucoup"; "il n'y a aucun avantage"; "les avantages ? je n'en vois aucun à part la liberté d'être à la campagne"; "ce métier a des avantages et des inconvénients, et même beaucoup d'inconvénients"; etc. L'absence de vacances, de week-end, d'horaires réguliers, bref le fait de ne pas avoir les mêmes conditions de travail que les salariés constitue l'inconvénient majeur évoqué par la majorité des jeunes, en particulier par les filles. "On n'est pas assez libre, il faut toujours faire quelque chose"; "on est obligé de travailler tous les jours, même si on est malade"; "il faut se lever tôt et se coucher tard; je ne veux pas dire que les agriculteurs sont les seuls à se lever tôt, mais beaucoup ne se lèvent pas à cette heure"; "le dimanche on ne peut pas sortir; on ne peut jamais sortir quand on veut car il y a toujours des problèmes avec les animaux"; "mes parents n'ont jamais eu la possibilité d'aller en vacances; si on passe une journée chez des amis, on est obligé de rentrer tôt pour les bêtes; on peut pas partir une semaine à la mer; on peut pas souvent aller aux mariages et aux fêtes car il faut donner à manger aux animaux"; "les vacances d'été ou les sports d'hiver mes parents ne connaissent pas; ils ne peuvent se le permettre"; "les horaires ne sont jamais les mêmes, les jours fériés n'existent pas et ce n'est pas normal". Comme le dit de façon euphémisée une jeune fille; "Certes, nous sommes plus près des animaux, mais nous leur consacrons notre vie et nos loisirs". Ou encore cette autre, de façon plus lapidaire : "Le métier de mon père consiste à nourrir les bêtes, cultiver les champs et surtout ce métier consiste à ne pas avoir de vacances".

Après avoir été pendant longtemps un modèle en quelque sorte négatif, le monde ouvrier et plus généralement celui des salariés est devenu un exemple à suivre⁽⁷⁾. Ils bénéficient de conditions de vie qui, pour les jeunes interrogés devraient être également celles des agriculteurs : "Agriculteur, ça consiste à travailler 365 jours par an"; "on n'a pas la semaine des 39 heures"; "le matin, on commence plus tôt que les ouvriers et le soir on finit plus tard". Quelques-uns trouvent même désagréable d'être astreints à certains travaux agricoles lorsqu'il fait beau et chaud, c'est-à-dire à une saison où les salariés sont en vacances : "Il faut travailler pendant la belle saison"; "il faut faire les foins l'été pendant les grandes chaleurs". Par rapport à l'activité salariée, encore associée par nombre de petits agriculteurs à un travail confortable où l'on est assis toute la journée "à ne rien faire, ou à commander les autres", l'activité agricole est devenue, pour beaucoup de leurs enfants — particulièrement pour les filles — pénible, dure, difficile : "Je trouve que le métier d'agriculteur n'est pas un métier pour les filles; c'est un métier fatigant". S'il n'est pas toujours agréable de travailler lorsqu'il fait beau, à l'époque des vacances, il ne l'est pas plus lorsqu'il pleut ou qu'il fait froid : "Quand c'est l'hiver, il faut travailler dehors"; "par tous les temps, on est obligé de faire ce que l'on avait prévu, même lorsqu'il pleut".

A ces inconvénients qui concernent le mode de vie et les conditions de travail, la plupart des jeunes ajoutent ceux qui tiennent aux revenus faibles, irréguliers et aléatoires des agriculteurs par rapport aux revenus fixes, réguliers et certains des salariés : "Quand les conditions météorologiques sont mauvaises, les récoltes sont fichues et on a travaillé pour rien"; "les agriculteurs ont tout le temps des problèmes d'argent, les emprunts à rembourser; ils n'ont pas de salaires comme les ouvriers, tous les mois; quand il y a une mauvaise saison, il faut qu'ils se débrouillent comme ils peuvent pour couvrir les emprunts qu'ils doivent rembourser"; "il y a les inondations qui détruisent tout, la sécheresse qui brûle tout, les maladies du bétail et les gens qui font le prix du lait et de la viande et qui ne payent pas assez; les récoltes peuvent être détruites et le bétail être malade; donc on ne peut pas compter sur un revenu fixe comme dans une autre profession"; "il n'y a pas de salaire; un agriculteur touche son salaire juste au moment où il vend ses récoltes"; "une maladie peut ruiner un élevage"; "après un orage, les récoltes peuvent être détruites"; "on n'est pas sûr d'avoir un salaire tous les mois car si on veut vendre une bête, elle peut attraper une maladie, ou lorsque l'on

(7) Les salariés sont devenus ici une référence positive parce que la Bresse est une région caractérisée principalement par une petite et moyenne agriculture en déclin. Dans d'autres régions agricoles de Bourgogne, beaucoup plus riches, notamment là où l'on a employé, voire où l'on emploie encore, des ouvriers agricoles, la référence aux salariés n'a guère perdu de son caractère méprisant (Cf. sur ce point WEBER, 1986, p. 167).

compte sur une récolte pour gagner de l'argent et s'il grêle, l'espoir disparaît"; "on n'est pas payé tous les mois, sauf si on produit du lait et le lait commence à devenir difficile"; "les ouvriers savent que, à la fin du mois, ils reçoivent l'argent tandis que dans l'agriculture, c'est selon le temps et si la récolte est bonne"; etc.

Au regard de cette longue liste d'inconvénients sur laquelle s'accordent la plupart des enfants issus des familles agricoles de Bresse, les filles insistant peut-être un peu plus sur les conditions de vie et les garçons sur l'aspect économique, les avantages mentionnés sont peu nombreux et, en partie, "symboliques". Ceux qu'évoquent les jeunes pour justifier leur intention de reprendre l'exploitation familiale relèvent parfois de l'affirmation purement tautologique : c'est un bon métier pour "ceux qui aiment ça" ("j'aimerais devenir agriculteur parce que j'aime ce métier"; "ceux qui aiment les bêtes en ont chez eux"; "j'aime la nature et les animaux"). Mais le plus souvent, les avantages évoqués révèlent une vision du monde agricole devenue déjà citadine : "On est en plein air"; "on travaille à l'air libre"; "on peut vivre à la campagne loin de la ville, au calme"; "on est près de la nature et des animaux"; "on a des produits frais et naturels"; etc.

Enfin, certains, peu nombreux, citent le fait que l'agriculteur reste un travailleur libre ne dépendant pas d'un patron : "L'agriculteur travaille pour lui; s'il n'a pas envie de se lever, il n'est pas obligé, c'est son problème; il se repose quand il veut, il n'a pas d'heures précises pour travailler, il n'y a donc pas de problème en ce qui concerne les horaires de travail"; "c'est le patron, il fait ce qu'il veut"; "un agriculteur n'a personne pour le commander"; "il n'est pas obligé de se lever de bonne heure s'il est fatigué"; "il peut se lever à l'heure qu'il veut, il ne risque pas d'être en retard à son travail"; "il n'a pas d'horaires fixes comparé à l'ouvrier". Cependant, un certain nombre de jeunes remarquent incidemment que cette liberté est bien souvent théorique étant donné les contraintes de l'activité agricole en particulier de l'élevage : "L'agriculteur peut se lever à l'heure qu'il veut mais pas trop tard"; "l'agriculteur est son propre patron quoique le temps est souvent son patron"; "l'agriculteur peut faire son travail comme il veut sauf quand le temps est menaçant". Bref, comme le résume très bien une jeune fille : "Il faut être raisonnable car c'est nous le patron".

La contradiction spécifique qui organise les opinions des enfants d'agriculteurs dans les jugements qu'ils portent sur l'activité de leurs parents réside ainsi dans cette revendication à vivre comme des salariés tout en restant des patrons d'un genre cependant bien particulier puisque la quasi-totalité d'entre eux n'emploie aucun salarié, ce qui explique sans doute que, dans ces régions d'élevage, les petits et moyens agriculteurs cumulent les inconvénients du salariat et ceux du travail indépendant sans bénéficier réellement des avantages propres à chacun. Cela permet peut-être également de comprendre que les garçons semblent accepter d'autant plus facilement l'idée de succéder à leurs parents que cela est fortement improbable et ne constitue que l'ultime solution avant le chômage. Cette reconnaissance sans conséquences du métier d'agriculteur n'est alors ici qu'une façon de marquer un certain respect à l'égard de leurs parents et de leur activité professionnelle (8) : "Si je ne trouvais pas d'autre travail et qu'il faudrait que je fasse le même métier que mon père, ça me ferait absolument rien d'être agriculteur"; "le métier de mon père ne me déplaît pas, mais c'est le dernier des métiers que j'exercerai si je ne réussis pas dans la branche que j'ai choisie"; "j'aime bien être agriculteur, mais si j'étais obligé"; "j'aimerais peut-être devenir agriculteur, mais ça ne serait pas le premier des métiers que j'exercerais"; "je trouve que vivre à la campagne, s'occuper d'animaux, travailler la terre... n'est pas si déplaisant que cela".

Si, d'une manière générale, les jeunes filles rejettent l'activité agricole beaucoup plus fortement encore que les garçons, c'est qu'il s'agit non seulement d'une activité

(8) Le rejet, par les enfants, du métier exercé par leurs parents peut comporter un certain mépris, fût-il involontaire. C'est en effet, une façon de signifier aux parents, du moins indirectement, qu'ils ont exercé un métier qui n'en valait pas la peine (surtout lorsqu'il est situé en bas de la hiérarchie sociale). Lorsque les parents ne forment pas de projets d'ascension sociale pour leurs enfants, ils ne peuvent que leur réaffirmer la dignité du métier qui au moins les a fait vivre, comme on le voit, par exemple, dans ce bref dialogue tiré du récit autobiographique de Georges Navel : "J'avais plus de quinze ans. Il y avait maintenant trois ans que je faisais n'importe quoi comme manœuvre. j'avais hâte d'apprendre un métier. Mon père me dit : — j'ai toujours été manœuvre, tu peux bien l'être aussi. Ma mère, elle : — Je veux bien, mon petit, si tu gagnes un peu" (NAVEL, 1945, p. 51).

professionnelle très prenante (comparée à celle de "femme au foyer" pour celles qui se marient avec un salarié), mais, en outre, d'un travail qui reste encore largement perçu, dans le milieu agricole, comme un simple appoint en main-d'œuvre, une simple aide pour le chef d'exploitation. On peut le constater dans la description que font, encore aujourd'hui, la plupart des jeunes filles du métier de leur mère : "Ma mère n'est pas vraiment agricultrice. Elle aide mon père à traire les vaches, à soigner les veaux et à donner à manger aux porcs. Elle s'occupe de ses lapins, de ses poules et de son jardin. Avant, elle aidait mon père pendant les moissons mais maintenant elle ne peut plus. Elle s'occupe aussi des travaux ménagers, bien entendu". A cette description précise, on peut ajouter d'autres formulations, plus brèves mais aussi significatives, prises au hasard des copies : "Ma mère n'a pas de métier, elle travaille pour mon père" ; "le métier de ma mère consiste à aider mon père" ; "ma mère aide mon père à exercer son métier d'agriculteur", etc. Les jeunes filles, qui, probablement, expriment plus directement l'opinion de leur mère, disent de façon plus brutale leur refus de cette condition féminine. Elles peuvent même manifester un désintérêt actif à l'égard de l'activité de leurs parents, qui se traduit généralement par le refus de les aider sur l'exploitation quand ce n'est pas, en certains cas limites, par le refus même de connaître ce travail qui se fait pourtant sous leurs yeux : "Mon père est agriculteur ; je ne peux pas décrire précisément son métier car il ne m'intéresse pas du tout ; je ne suis donc pas très renseignée sur cette profession ; je peux dire seulement que c'est un travail très dur qui ne laisse presque aucune liberté". Ce refus peut prendre parfois la forme d'un réquisitoire contre une profession perçue désormais comme difficile, contraignante et de surcroît très mal payée : "Etant donné que, depuis ma naissance, j'ai vu mes parents travailler à la ferme, j'ai découvert tous les risques et les inconvénients du métier ; le matériel devient de plus en plus cher ; pour avoir une belle récolte, il faut mettre des engrains à des prix considérables ; du côté des animaux, plus rien ne se vend. C'est un métier qui nécessite beaucoup de travail pour un revenu moindre ; lorsque je vois mes parents qui s'échinent à leur travail et que je les entends dire, lorsqu'ils reçoivent la paie du lait, que c'est encore moins bien payé que le mois précédent, je trouve que c'est un peu injuste de passer tout son temps sur un travail qui ne rapporte rien ou si peu".

Dans ces conditions, qu'est-ce qui peut bien pousser encore certains enfants d'agriculteurs à reprendre l'exploitation familiale ? On peut observer en fait deux cas de figures parfaitement opposés. Il y a tout d'abord ceux qui restent par modernisme, ceux qui, en d'autres termes, pourraient partir mais ont choisi de rester parce que la modernisation réalisée par leurs parents leur permet précisément d'échapper, en partie, aux inconvénients du métier. Ils s'installent sur des exploitations importantes, soumises à la gestion et à la comptabilité, et où le chef d'exploitation passe une partie de son temps dans les réunions professionnelles. Ces jeunes, le plus souvent des fils aînés, ont suivi des études et sont conscients qu'il faut "s'instruire" pour pouvoir gérer correctement de telles exploitations.

C'est le cas par exemple, de celui dont "le père soigne 80 veaux, tient la comptabilité de la ferme, va en réunions", et "la mère traite 50 vaches et ramasse les œufs des 14.400 poules pondeuses". Le fils aîné (il a deux sœurs et un frère plus jeune) rêve de devenir plus tard "directeur ou chef de service d'une usine car on a une bonne place et une bonne paie à la fin du mois" ; il envisage pourtant, de façon plus réaliste, de reprendre l'exploitation de ses parents ; mais aussi, pourquoi pas, de faire pâtissier (il a un copain qui exerce ce métier) ou encore "fonctionnaire dans les services publics", comme certains membres de sa famille. Devenir agriculteur est vécu ici comme un choix, après avoir recensé le plus complètement possible les avantages et les inconvénients du métier. Ainsi, il trouve que le travail de la ferme est varié et qu'il permet d'être proche de la nature. Quant aux inconvénients, il mentionne ceux que pourrait évoquer un véritable chef d'entreprise : "Les engrains sont trop chers, le matériel est trop cher, les terrains ne sont pas excellents, les charges sont trop lourdes, le marché n'est pas sûr, il y a trop de travail comptable et tout est trop surveillé".

"Si j'étais un garçon, écrit une jeune fille de 14 ans dont le frère aîné exploite la ferme familiale en GAEC avec son père, je n'hésiterais pas à faire la même profession que mes parents". Elle décrit très bien comment l'agriculture de groupe permet d'éviter un certain nombre d'inconvénients généralement associés à la condition agricole traditionnelle (pas d'horaires, pas de vacances, absence de

division du travail, etc.) : "Mon père travaille en GAEC avec mon frère et deux oncles. Ils se répartissent le travail des bêtes. Mon père s'occupe des vaches laitières ; les autres s'occupent des bovins et des petits veaux. Pour le travail dans les champs, c'est la même chose : mon père sème et herse. Bien sûr, quand quelqu'un est malade, il le remplace. Comme ils sont en collaboration avec d'autres agriculteurs du voisinage, ceux-ci s'aident pour l'ensilage et quelquefois pour les moissons". Cette jeune fille, dont les autres frères et sœurs sont sortis de l'agriculture⁽⁹⁾, a une vision "moderniste", un regard déjà "citadin" sur l'agriculture : "le métier que je rêve de faire, ce serait d'être écologiste. J'aime beaucoup la nature, les fleurs, les fossiles, les insectes (...). Les avantages du métier d'agriculteur, c'est qu'on mange souvent les produits qu'on a fait nous-mêmes, ou la viande de mes bovins ou de nos porcs. Ils ne mangent pas des produits chimiques comme les gens des villes". Elle envisage de poursuivre des études le plus loin possible parce que, "pour avoir un bon métier, il faut avoir de bons diplômes".

Un autre exemple est donné par ce garçon dont les parents tiennent une exploitation importante qui exige un travail considérable si l'on en croit la description qu'il en fait : "Mon père se lève environ tous les matins à 5 heures du matin. Puis, il part à l'étable pour traire les vaches. Il y reste 4 heures. Les activités suivantes ne sont pas tout le temps les mêmes ; cela dépend des saisons et du temps qu'il fait. Quand il fait beau, mon père fait les semaines, les foins, les moissons. L'hiver, il passe son temps surtout à l'étable car il y a beaucoup de bestiaux. Il fait aussi les réparations des engins. Le soir, environ vers 6 heures, il retourne faire la deuxième traite des vaches. Il y passera 4 heures. Ma mère se lève, tous les matins, à 5 heures. Elle va à l'étable pour les vaches et y restera 4 heures. Puis, lorsqu'elle aura fini, elle s'occupera de mon petit frère et elle fera le repas du midi. Le soir vers 6 heures, elle repart pour la deuxième traite et y restera environ 3 heures". Ce fils quasi-unique (son frère n'a qu'un an), qui a probablement été associé très jeune au travail de l'exploitation et pour lequel les parents ont sans doute agrandi le cheptel, souhaite rester dans l'agriculture même s'il trouve que c'est un métier "très dur" : "Le métier d'agriculteur a tout le temps été celui que je voudrais faire. Il me plaît parce que l'on dirige soi-même son entreprise ; personne ne vous donne des ordres ; on est plus libre". Mais dans le cas de ces exploitations importantes, la réussite scolaire est devenue une condition presque indispensable pour que le fils puisse succéder dans de bonnes conditions : "Pour faire ce métier il faut beaucoup d'études car dans ce métier intervient la gestion. Après la classe de troisième, je pense aller dans un lycée agricole pour avoir un BEPA et, si j'arrive à avoir ce diplôme, je pourrais continuer".

A l'opposé, il y a ceux qui restent par "traditionnalisme" ou, plus souvent aujourd'hui, "faute de mieux". Il s'agit de jeunes gens, de garçons essentiellement, aujourd'hui peu nombreux, qui restent sur l'exploitation familiale, non pas par choix mais par nécessité ou par contrainte familiale. Il faut reprendre la petite exploitation parce que la situation d'échec scolaire ne permet pas d'envisager autre chose que de devenir ouvrier ("Je pense que je vais faire le métier de mes parents car il n'y a pas besoin d'études et moi, je n'aime pas les études") ou chômeur ("le travail ne manque jamais en agriculture" ; "il n'y a pas de chômeurs en agriculture"). Mais s'il faut reprendre, c'est aussi parfois parce que l'on est le benjamin et que, surtout sur les petites exploitations peu mécanisées, les parents âgés ont encore besoin d'un jeune pour les aider sur l'exploitation. C'est le cas, par exemple, de ce jeune garçon dont les trois frères plus âgés sont partis travailler comme ouvriers. Il aurait aimé faire de la menuiserie parce qu'il aime bien "travailler le bois", mais le seul métier qu'il envisage d'exercer est celui d'agriculteur car "mes parents tiennent une ferme et que j'aimerais la reprendre". Or ce métier a changé et les compétences nouvelles qui sont aujourd'hui de plus en plus explicitement exigées ne sont pas sans l'inquiéter : "les inconvénients de ce métier sont beaucoup : pour exercer ce métier, il faut avoir des diplômes pour avoir une réduction des emprunts ; il faut faire la ferme de mes parents plus

⁽⁹⁾ Outre ce frère agriculteur, elle a une sœur aînée qui est infirmière, un frère qui travaille dans la mécanique moto et un autre qui est routier.

grande et il faut beaucoup d'argent. Pour faire actuellement ce métier, il faut être de plus en plus intelligent. J'aimerais passer un CAP d'agriculture mais on m'a dit que cela ne suffit pas pour avoir des taux réduits, qu'il fallait au moins un BEPA, mais je ne me sens pas assez bon pour cela".

Un autre exemple de ce cas de figure, aujourd'hui de plus en plus rare, est donné par cette jeune fille en troisième année de LEP qui a deux frères plus âgés (l'un est aide familial sur l'exploitation de ses parents et l'autre en apprentissage) et trois sœurs encore à l'école. Elle souhaiterait devenir vendeuse "dans un magasin d'habits ou de marchandises pour manger" parce qu'elle aimerait "communiquer avec les gens qui seraient comme (elle)". Elle décrit très bien la logique de ces petites productions agricoles qui ont chacune une fonction bien précise et individualisée dans l'économie de la ferme : "Mon père doit vendre le lait pour acheter des sacs de blé ou des engrangements. Il vend des veaux pour se faire de l'argent. Les vaches produisent le lait ce qui évite d'en acheter. Avec l'argent gagné par la vente des veaux, mon père achète du matériel pour les champs (pour le labour ou pour semer). Les poules servent à manger. Les pigeons sont vendus". La femme a une activité assez semblable à celle de l'homme ("ma mère a le même travail"). Ce sont les besoins, toujours importants, de main-d'œuvre familiale sur ces exploitations peu mécanisées et l'échec scolaire qui limitent les possibilités de départ (l'un et l'autre étant d'ailleurs le plus souvent liés) et font rester les enfants : "Je veux devenir agricultrice si je n'ai pas d'autres possibilités. Je vais passer mon CAP. Si je l'ai ou si je ne l'ai pas, ce n'est pas la peine de continuer des études. Si je l'ai, il ne me servira à rien et si je ne l'ai pas, je ne pourrais peut-être pas le ravaux en refaisant une autre année. Au lieu de perdre du temps, je pourrais aider ma mère au travail à la ferme".

Les familles agricoles, de loin les plus nombreuses, sont cependant celles qui n'encouragent pas leurs enfants à prendre la succession et qui espèrent que la poursuite d'études leur permettra de trouver un emploi sur le marché du travail salarié. Ces familles ont en général mal vécu l'évolution récente de l'agriculture en Bresse, la spécialisation croissante et la baisse relative des revenus agricoles. Leur démoralisation est aisément perceptible dans les propos de leurs enfants. Ainsi ce garçon de 15 ans, dernier né d'une famille de 7 enfants (il a 3 frères qui sont mécanicien, ajusteur et carreleur et 3 sœurs dont l'une est secrétaire et les deux autres "sans profession") veut "aller en mécanique parce qu'il aime bien bricoler, réparer et démonter un moteur pour voir ce qui se trouve à l'intérieur" ; bien que, dans l'idéal, il aimerait être garde-chasse parce qu'il "aime la nature et être au contact des animaux", et bien qu'il "aime marcher dans les champs, dans les bois et être en plein air", il ne souhaite pas reprendre l'exploitation de ses parents parce que c'est un métier très dur qui ne paie pas beaucoup, à cause du temps notamment : "C'est le temps qui agit sur les semences ; lorsque le temps est favorable, il récolte un peu et lorsque le temps est défavorable, il ne récolte pas beaucoup". Il décrit ainsi le travail de son père : "Mon père se lève tôt le matin pour aller s'occuper des bêtes. Il leur donne à manger, il nettoie les écuries. Après ce travail et quand c'est la période des semences, il part dans les champs pour préparer les terres. Lorsque c'est l'hiver et qu'il ne sait pas quoi faire, il bricole autour de la maison le matin et, l'après-midi, il part au bois. L'été, c'est la saison des foins et des moissons ; c'est une période très difficile et pénible".

Autre exemple, celui de cette jeune fille de 16 ans qui a un frère plus âgé en classe terminale et un autre plus jeune. Bien qu'elle déclare, elle aussi, "aimer les animaux de la ferme", elle ne veut pas exercer la profession de ses parents parce qu'elle est "éccœurée par le soin et le travail qu'il faut fournir pour les animaux et pour la terre. C'est un travail trop fatigant ; il n'y a jamais de vacances, de jour de repos, même pas de dimanche. Et quand je vois mes parents misériter comme ils le font pour des graines qui sont foudroyées à cause de l'orage ou de la grêle, cela me dégoûte. Il faut toujours travailler, par n'importe quelle saison et n'importe quel temps et ils ne gagnent pas beaucoup d'argent. Même si on est malade, il faut essayer de travailler". Cette jeune fille, qui a une tante et une cousine secrétaires, veut "aller en seconde pour préparer un BEP pour faire secrétaire ou passer des

concours pour être dans l'administration" car elle veut, elle aussi, "travailler dans un bureau, être secrétaire pour avoir au moins des horaires de travail et des vacances". Plus typique enfin, le cas de cette jeune fille de 15 ans issue d'une famille de 11 enfants dont aucun n'est resté agriculteur (ses frères sont boulanger, maçons, plombier, plâtrier, magasinier et ses sœurs ouvrières et secrétaire) qui définit ainsi le travail de son père : "Le métier d'agriculteur consiste à s'occuper des animaux (vaches, cochons, poules...) ; il faut récolter leur nourriture. Pour cela, il faut aimer la nature et aimer les mauvaises odeurs. Il faut aimer travailler du matin au soir et même pendant les jours fériés. Depuis toute petite, j'aide mes parents comme je peux ; il y a des choses que j'aime faire mais de là à exercer ce métier ! On n'a pas de vacances et il faut travailler même le dimanche. Si je ne veux pas exercer ce métier, c'est pour une bonne raison : durant mon enfance, j'ai vu mes parents se sacrifier pour nous faire plaisir et je ne voudrais pas vivre la même vie qu'eux".

La crise de l'identité paysanne

Si l'on a analysé aussi longuement les opinions que les jeunes bressans d'origine agricole portent aujourd'hui sur l'activité de leurs parents, c'est que celles-ci, loin d'être des opinions sans fondement et sans conséquences, sont, pour une large part, la résultante la plus visible des multiples processus de socialisation qui s'exercent aujourd'hui sur les enfants des familles agricoles. Les familles, en effet, ne transmettent pas seulement à leurs enfants des biens matériels ; elles leur transmettent aussi leur vision du monde, leur conception du métier, leur moral, leur rapport plus ou moins pessimiste, à l'avenir. Point de concours d'actions diverses, voulues ou non, les enfants ne font qu'exprimer, dans leurs opinions (pour peu qu'on leur pose évidemment des questions suffisamment réalistes), sous une forme, il est vrai souvent naïve, les conditionnements sociaux auxquels ils ont été exposés (10).

Or, ce qui est sans doute le plus étonnant, dans les opinions très majoritairement exprimées par ces jeunes, c'est leur caractère à première vue paradoxal si l'on considère les transformations récentes du milieu agricole bressan. En effet, celles-ci se caractérisent globalement par une amélioration des conditions de vie et de travail et non pas par une aggravation ou une dégradation qui rendraient l'exercice de l'activité agricole plus difficile et justifieraient les opinions fortement négatives des jeunes. L'enquête menée auprès des chefs d'exploitation montre que cette amélioration de la condition paysanne, qui peut être saisie objectivement à travers nombre d'indicateurs dans les recensements de population et les statistiques agricoles, est aussi subjectivement perçue : ils reconnaissent dans leur très grande majorité (68,6 %) qu'ils vivent mieux que leurs parents et évoquent spontanément (11) parmi les choses qui, pour eux, ont le plus changé, l'accroissement du confort domestique, l'amélioration de la nourriture ou encore une mécanisation du travail agricole qui le rend physiquement moins pénible. Ils ne sont que 28,3 % seulement à déplorer une évolution qui a entraîné la disparition des veillées, le relâchement des relations du voisinage, l'intensification du travail ou l'accroissement des "soucis" dû en grande partie à la nécessité aujourd'hui de s'endetter.

Mais ces mêmes agriculteurs n'ont plus la même idée de leurs conditions de vie dès lors qu'ils se comparent à la population citadine. Ils sont alors une

(10) On ne compte pratiquement pas, dans notre enquête, de réponses fantaisistes et l'on retrouve, avec probablement plus de spontanéité que dans les enquêtes réalisées auprès des adultes, les opinions les plus courantes qui circulent aujourd'hui dans quantité de familles agricoles. Contrôlés grâce à des informations recueillies par ailleurs, les propos de ces jeunes gens permettent de faire sentir d'une façon peut-être plus concrète les déterminants sociaux qui pèsent sur eux.

(11) La question était une question ouverte et n'imposait pas d'opinions précodées.

majorité (53,1 %) à estimer avoir un confort inférieur à celui des citadins, 41,9 % le jugeant comparable et 2,7 % seulement supérieur. Plus des 2/3 (69 %) pensent que le mode de vie des citadins est plus enviable que le leur, essentiellement parce que, selon eux, il y a en ville "plus de loisirs", "plus de temps libre" et "moins de contraintes". On voit que la vision que les agriculteurs ont d'eux-mêmes dépend fortement des groupes sociaux qu'ils connaissent et auxquels ils se comparent. "Ce n'est pas qu'être agriculteur soit plus difficile aujourd'hui qu'autrefois, remarque un conseiller agricole ; c'est même le contraire. Mais c'est que aujourd'hui le travail est encore plus facile ailleurs". De fait, ce qui explique cette représentation désormais majoritairement négative de la condition agricole réside en grande partie dans le fait que les transformations internes en milieu paysan, bien que considérables, n'ont pas toujours été suffisantes ni assez rapides pour que les conditions d'existence auxquelles sont parvenus aujourd'hui la plupart des agriculteurs puissent soutenir positivement la comparaison avec le mode de vie des salariés ou des citadins qui s'est progressivement imposé à eux en raison de l'élargissement de leur espace social (sous l'effet de la diffusion de l'automobile et de la télévision, de la multiplication des départs hors de l'agriculture, de la politique scolaire, etc.). Cette modification des axes sociaux de référence a notamment transformé profondément la perception que la petite paysannerie se faisait d'elle-même. Des conditions de vie objectivement difficiles pouvaient paraître normales et comme naturelles dès lors qu'elles étaient le lot de la majorité de la population connue, c'est-à-dire locale ; elles deviennent insupportables lorsque ces populations peuvent, plus ou moins concrètement, se comparer aux salariés. Elles sont alors conduites à se percevoir comme une fraction minoritaire et défavorisée d'une population plus large.

Cette véritable irruption du mode de vie citadin ou, en tout cas, salarié dans le milieu paysan traditionnel tient sans doute en partie au fait que, même dans les régions fortement agricoles comme la Bresse, la population agricole active est devenue minoritaire et se trouve amenée à côtoyer plus fréquemment qu'autrefois, à l'intérieur même de son espace local, une population dont le mode de vie peut lui apparaître plus facile que le sien⁽¹²⁾. Mais ce qui impose sans doute le plus la comparaison et lui donne toute sa force, c'est la dispersion sociale croissante des familles paysannes elles-mêmes, engendrée par l'exode agricole (cf. tableau 2). Il est peu de familles agricoles qui n'aient aujourd'hui la plupart de leurs membres sortis de l'agriculture et devenus, le plus souvent, ouvriers, mais aussi pour un certain nombre d'entre eux employés dans les grandes administrations (PTT, SNCF, Education nationale) ou même cadres moyens ou supérieurs.

Tableau 2.
Evolution
du destin
social des fils
d'agriculteurs bressans
d'une génération
à l'autre.

	Génération des enquêtés (*) (n = 907) en %	Génération de leurs fils (n = 290) en %
Agriculteurs	57,3	14,8
Ouvriers	23,8	52,8
Artisans et commerçants	6,5	5,2
Employés	3,2	10,0
Cadres moyens, supérieurs et professions libérales	6,6	13,5
Données manquantes ou chômage	2,7	3,7

* C'est-à-dire les enquêtés, leurs frères et ceux de leurs conjoints.

⁽¹²⁾ En 1962, les agriculteurs représentaient 62,8 % de la population active de l'arrondissement de Louhans contre 25,7 % en 1982.

Or, la trajectoire sociale d'un frère, d'un oncle ou d'un cousin constitue un point de comparaison obligé, le rappel d'un destin auquel on a échappé (lorsqu'elle est plus basse) ou d'une position sociale possible mais non atteinte (lorsqu'elle est plus haute). On sait quels effets destructurants sur les valeurs propres au groupe familial et à la communauté d'origine exercent en général les migrants, notamment lorsqu'ils deviennent plus nombreux que ceux qui restent sur place. Les facilités plus grandes de communication et l'augmentation des congés chez les salariés ont eu, sur le processus d'imposition des valeurs citadines, un véritable effet accélérateur : ceux qui sont partis, parce qu'ils ne voulaient pas ou ne pouvaient pas rester dans l'agriculture, sont désormais nombreux à revenir au village pendant les vacances et les week-ends, étalement, volontairement ou non, les avantages de leur nouvelle condition (congés payés, "semaine anglaise", congés-maladie, revenus réguliers, confort domestique, etc.) comme si, parfois, ils voulaient se justifier d'être partis devant ceux qui sont restés à la terre (13).

Pour qu'un jeune ait envie aujourd'hui de devenir agriculteur, "*il ne faudrait pas qu'il ait goûté à autre chose*", déclarait lors de l'enquête, un petit paysan. Il énonçait ainsi l'une des conditions, désormais impossible à remplir, pour que se maintienne encore une petite agriculture traditionnelle. Auparavant, la fermeture de l'espace social villageois limitait les comparaisons possibles ; la condition agricole, avec ses travaux longs et physiquement exigeants, était acceptée comme telle parce qu'elle était inévitable et que le mode de vie paysan paraissait le seul possible ou, en tout cas, le seul accessible. Le monde ouvrier, milieu social qui lui était sans doute le plus proche et qui lui était plus ou moins bien connu, était pourtant soigneusement tenu à distance, rejeté, voire méprisé. Si les paysans pouvaient vivre "de peu", c'est sans doute parce que, comme le souligne un autre enquêté, ils ne savaient pas vraiment qu'il était possible de vivre autrement et mieux ; mais c'est aussi parce que tout le groupe villageois, comme pour se protéger, refusait de le savoir et cherchait ainsi à conserver ses valeurs ou, si l'on veut, son identité sociale.

Mais, cet isolement géographique et social du milieu agricole traditionnel n'était pas non plus sans effets sur la socialisation des jeunes. La dispersion de l'habitat et la relative autarcie économique de ces zones de bocage renforçaient l'isolement des familles paysannes et leur donnaient un monopole de fait dans la socialisation de leurs enfants, favorisant du même coup une reproduction sociale "à l'identique". Ainsi, les familles paysannes ont-elles réussi à contrôler étroitement tous leurs membres aussi longtemps que rien n'est venu sérieusement les concurrencer. Dans cet espace d'interconnaissance où tout se savait, elles pouvaient envelopper totalement et continûment la vie de leurs enfants, surveillant leurs activités et leurs fréquentations et contrôlant, voire suscitant les alliances. Elles parvenaient ainsi à leur imposer leurs valeurs, leur mode de vie et leur définition de l'excellence professionnelle. Dans une telle micro-société, on succédait parce que cela allait de soi ("*Que vouliez-vous qu'on fasse d'autre ?*" ; "*à l'époque, c'était comme ça*") ou alors par devoir ou par obligation familiale ("*J'ai repris pour obéir aux parents*" ; "*j'ai été obligé de reprendre à cause du décès de mon père*").

Or, l'ouverture de l'espace social a non seulement démoralisé de larges fractions du milieu agricole — démoralisation qui s'est répercutee sur le moral des jeunes eux-mêmes — mais elle a également entraîné une diversification des agents de socialisation de leurs enfants. Le ramassage scolaire qui chaque jour emmène les enfants hors de leur commune d'origine vers les CES construits dans les chefs-lieux de canton est un symbole du rôle important que joue désormais l'école dans les processus de socialisation, celle-ci étant, dans ces régions, plutôt dans un rapport de concurrence voire d'opposition avec les familles que dans une

(13) Dans ce même numéro, Alain Rouvrais analyse de façon détaillée les effets de l'émigration à partir de l'étude monographique d'une famille bretonne.

relation de collaboration qui impliquerait au moins une reconnaissance, par les familles, de l'autorité spécifique de l'institution scolaire. Dans les zones rurales autrefois sous-scolarisées, comme c'était le cas de la Bresse, où prédominaient l'apprentissage sur le tas et la transmission familiale des savoirs par lente imprégnation, la prolongation obligatoire de la scolarisation dans les collèges a nécessairement modifié le rapport des enfants au savoir et bousculé les relations de pouvoir à l'intérieur de la famille agricole. L'école tend ici à saper l'autorité autrefois forte et indiscutée des parents en inculquant à leurs enfants des savoirs certifiés qui bouleversent les hiérarchies de compétence localement établies, dévalorisent les savoirs anciens et leur mode de transmission, modifient en tout cas le rapport que les jeunes entretiennent avec le travail manuel. Comme le note un vieux paysan, "à cause des études, les jeunes ne peuvent pas avoir le métier dans la peau comme nous on l'a eu".

Les réponses des agriculteurs enquêtés à une question portant sur l'âge à partir duquel, les enfants devraient, selon eux, commencer à travailler sur l'exploitation pour "acquérir le goût du métier" sont particulièrement révélatrices de leur méfiance et de leur distance vis-à-vis de l'école, et ne laissent aucun doute sur l'action particulièrement forte que l'école (notamment l'enseignement du premier cycle) exerce sur la petite agriculture de cette région ; 51,1 % des enquêtés exploitant entre 10 et 19 hectares et qui ont eu des enfants, estiment qu'il faut les faire travailler "*le plus tôt possible*", "*dès qu'ils savent marcher*", contre respectivement 38,5 % et 33,3 % seulement parmi ceux qui exploitent 20-49 hectares et au moins 50 hectares. Ils ne sont, dans l'ensemble que 28,5 % à citer "*16 ans au moins*", ce qui peut étonner si l'on se rappelle que c'est actuellement l'âge de la fin de la scolarité obligatoire, les pourcentages les plus élevés se trouvant chez les maraîchers (38,5 %), chez les double-actifs ou les très petites exploitations où toute reprise paraît exclue (33,3 %) et enfin chez les gros agriculteurs (34,9 % parmi les exploitants de 35 hectares et plus), alors que les pourcentages les plus bas se trouvent chez les petits et moyens agriculteurs (respectivement 17 % et 26,8 % chez ceux qui exploitent 10-19 hectares et 20-34 hectares), c'est-à-dire chez des agriculteurs devenus "trop petits" pour avoir un successeur mais pas assez, cependant, pour ne pas complètement renoncer à en avoir un. Ainsi, ce qui peut être perçu comme un refus de l'école ou comme une sorte d'hostilité d'arrière-garde à l'encontre du progrès pourrait bien être, en réalité, une réaction désespérée contre une instance qui, étant donné le type d'agriculture pratiqué et le mode de vie qui lui est associé, menace effectivement la reproduction simple de ces familles et leur volonté de persévérer, inchangées, dans leur être social. "*Il vaut mieux ne pas envoyer les enfants à l'école si on veut en faire des agriculteurs*", constate un agriculteur âgé, peu modernisé, vivant sur une exploitation de petite dimension. "*On n'a pas besoin d'éducation dans la région, pour être agriculteur ; si l'envie y est, c'est facile*", fait observer un autre qui ne s'oppose à l'école que pour tenter de préserver son droit à contrôler sa propre reproduction. "*Il faut mettre les enfants dans l'agriculture sitôt qu'ils sortent du berceau*, déclare de façon plus explicite encore un autre paysan, *car un gars qui fait des études pendant deux ans, son père n'en est plus le maître. Il faut que le père impose ses idées par rapport au professeur*".

Mais la scolarisation dans les collèges d'enseignement général, par le brassage social qu'elle engendre, ajoute des effets propres de détournement qui, pour être indirects, n'en sont pas moins puissants. Les enfants d'agriculteurs étaient, dans les écoles primaires de villages, encore numériquement majoritaires ; dans les collèges, ils ne constituent plus qu'une fraction très minoritaire de la population scolaire⁽¹⁴⁾. Ils sont très tôt amenés à comparer le mode de vie de leurs parents

(14) Dans les CES de la Bresse bourguignonne, on ne comptait, dans les classes de troisième, que 19,5 % d'enfants issus du milieu agricole (maraîchers inclus). On peut penser que les filières d'enseignement agricole court ont, en particulier, pour fonction de faire rester entre eux les futurs agriculteurs et de les conforter dans leur vocation agricole tout en les préservant des effets décourageants de la scolarité générale. (Sur la logique a-scolaire de ces filières, cf. notamment PAILLAT, 1986).

avec celui de leurs condisciples et en perçoivent alors toutes les contraintes : "Quand mon fils avait 16 ans, raconte, par exemple une agricultrice, il avait trois copains qui ne travaillaient pas dans l'agriculture ; ils n'avaient rien à faire, eux. Alors le fils disait : "Moi, je ne peux pas sortir avec eux, je ne peux pas faire comme eux". Il n'acceptait pas bien parce qu'il voyait les autres sortir et qu'il fallait, lui, qu'il rentre le foin. Il y a trop de distractions aujourd'hui et ça le décourage".

On voit ainsi que la reproduction sociale "à l'identique" (ou reproduction simple) suppose que restent inchangées à la fois la conception du métier et le mode de vie qu'il rend possible. En d'autres termes, cela implique une adhésion indiscutée et collectivement partagée par tout le groupe à l'égard d'une identité sociale, celle qu'il s'agit précisément de reproduire et qui, de ce fait, participe au processus de reproduction lui-même. Pour se reproduire socialement tel que l'on est, ne faut-il pas en effet, et cela ne vaut sans doute pas seulement pour les agriculteurs, croire "valable" pour ses propres enfants la position sociale que l'on occupe ?

L'identité sociale, celle que l'on décline pour les autres et aussi pour soi-même, est une des formes que prend le besoin, social lui aussi, d'être reconnu et de se justifier d'exister comme on est. Elle exprime un état des structures sociales en même temps qu'elle contribue à les maintenir. A ce titre, elle n'est pas un simple doublon symbolique des conditions objectives qui la rendent possible. Elle est une façon d'affirmer la dignité de la place que l'on occupe dans le monde social, une façon de dire son utilité pour les autres, voire son caractère indispensable (15) ; en tout cas, elle trahit ce désir minimum de chacun d'être quelque chose ou quelqu'un. Tout donne à penser que l'identité sociale — qui est largement définie aujourd'hui par l'activité professionnelle — n'est jamais aussi forte que lorsque les catégories de perception du monde social sont le produit direct du monde social à percevoir, lorsque, en d'autres termes, le groupe social se perçoit à partir de ses propres critères, lorsque l'agriculteur bressan se perçoit d'un point de vue d'agriculteur bressan, et non depuis "Bruxelles" ou du point de vue d'un citadin salarié ; bref, pour prendre une métaphore qui s'impose ici, lorsque les agriculteurs pratiquent aussi l'auto-consommation (et l'auto-production) dans le domaine culturel.

L'enracinement local, la stabilité géographique du groupe et sa relative homogénéité sociale contribuaient à produire cette mémoire collective particulièrement forte qui, d'une certaine manière, faisait le groupe villageois et lui donnait précisément son identité locale spécifique. C'est dire aussi que ce groupe local se trouvait en quelque sorte prisonnier de son passé parce que celui-ci était présent de mille façons ; il se devait d'être fidèle à lui-même, constant par delà le temps, ce qui est la définition même de l'identité. Ce qui se faisait autrefois était rappelé à chaque membre du groupe comme autant d'exemples à suivre, de pratiques à maintenir, de valeurs à préserver. "Nous sommes des 'péquenots' ; je ne sais pas comment ça s'écrit, mais vous pouvez mettre ça sur votre questionnaire", répondait la femme d'un petit agriculteur peu modernisé et sans successeur à une question sur les mots qu'ils employaient aujourd'hui pour se désigner. Le fait de choisir un mot péjoratif d'origine citadine (qui, bien entendu, ne figurait pas sur la liste d'expressions proposées dans le questionnaire) et de l'employer d'une façon ambiguë de telle sorte qu'on ne sait pas si l'expression est revendiquée ("oui, nous sommes des péquenots"), refusée ("on nous prend pour des péquenots"), acceptée et reconnue comme telle ("nous ne sommes que des péquenots")

(15) Que l'on songe par exemple aux agriculteurs qui, se sentant menacés dans leur existence même par "les citadins", manifestent pour se justifier d'exister, et brodent, d'une façon plus ou moins agressive, des variations sur le thème du "pain nourricier" ("Nous donnons à manger aux gent", "sans nous, Parisiens, vous creverez de faim") ou, plus récemment, sur les thèmes écologiques ("Nous sommes des gardiens de la nature", "nous produisons des produits sains", etc., cf. CHAMPAGNE, 1984).

ou, peut-être, tout cela à la fois, trahit la crise d'identité sociale que traverse aujourd'hui cette petite paysannerie en déclin. "Lorsque vous ferez votre rapport, conseillait par ailleurs un informateur non agriculteur, n'écrivez pas 'paysans', car les agriculteurs ici se vexeraient, le mot est devenu pour eux péjoratif". On ne saurait mieux dire l'importance des mots dans la construction de l'identité sociale en tant qu'ils résument et cristallisent toujours un certain état des rapports sociaux. Au travers de ces désignations, ce qui est en cause, c'est l'identité sociale, c'est-à-dire finalement, le moral du groupe, sa raison de vivre et de se perpétuer. L'identité sociale tend souvent, dans les périodes de transformations sociales rapides, à retarder sur les structures sociales et à se modifier par effondrements plus ou moins brutaux qui se manifestent alors par une rapide et profonde démoralisation du groupe ("Tout fout le camp", "les jeunes ne respectent plus rien aujourd'hui", etc.) signe annonciateur de sa disparition ou, pour le moins, de sa transformation prochaine. On comprend aussi que les agents sociaux qui sont alors les mieux préparés pour réussir leur reconversion, c'est-à-dire ceux qui sont les plus aptes à percevoir à l'avance les changements, à les accepter et à les accompagner, soient les moins fortement intégrés au groupe et donc les moins prisonniers de ses valeurs. Ce sont eux qui participent alors le plus activement à la production d'une nouvelle façon d'être agriculteur et, du même coup, à une nouvelle identité sociale.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBERT (D.), BOMPARD (J.P.), LÉON (Y.), POSTEL-VINAY (G.) et RIO (P.), 1984 - Les agriculteurs et le crédit, *Cahiers d'économie et de sociologie rurale*, 1, juin 1984.
- CHAMPAGNE (P.), 1984 - La manifestation. La production de l'événement politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, pp. 19-41.
- CHAMPAGNE (P.) et MARESCA (S.), 1986 - *De la succession familiale à l'installation professionnelle*, Paris-Dijon, INRA, 2 volumes, 185 et 165 pages.
- LÉGER (D.) et HERVIEU (B.), 1979 - *Le retour à la nature. Au fond de la forêt... l'Etat*, Paris, Seuil.
- NAVEL (G.), 1945 - *Travaux*, Paris, Stock (réédité en collection Folio, 1979).
- PAILLAT (F.), 1986 - *Les jeunes en écoles agricoles et le métier d'agriculteur*, Angers, Ecole supérieure d'agriculture, mémoire de fin d'études.
- WEBER (F.), 1986 - *Le travail-à-côté*, thèse de doctorat, Paris, EHESS.